

Analyse de l'impact de la mise en place d'une stratégie d'intelligence économique sur la compétitivité des entreprises

Analysis of the impact of the implementation of an economic intelligence strategy on the competitiveness of companies

TOUFIK Said

Enseignant chercheur

Faculté des sciences juridiques, économique et sociales Souissi-Rabat

Université Mohammed V- Maroc

Laboratoire d'Analyse Économique et de Modélisation (LEAM)

tousad@yahoo.fr

AFQUIR Zineb

Doctorante

Faculté des sciences juridiques, économique et sociales Souissi-Rabat

Université Mohammed V- Maroc

Laboratoire d'Analyse Économique et de Modélisation (LEAM)

Zineb.afquir@gmail.com

Date de soumission : 30/03/2023

Date d'acceptation : 27/05/2023

Pour citer cet article :

TOUFIK.S & AFQUIR.Z (2023) « Analyse de l'impact de la mise en place d'une stratégie d'intelligence économique sur la compétitivité des entreprises », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 4 : Numéro 6 » pp : 211 – 229.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

La forte mondialisation des échanges intensifie la concurrence entre les entreprises, qui sont de plus en plus soumises à des exigences de transparence et de durabilité, et doivent prendre en compte ces enjeux dans leur stratégie et leurs pratiques. L'adaptation et l'intégration de l'intelligence économique constituent un enjeu majeur pour les entreprises et les organisations qui souhaitent être efficaces et compétitives dans un environnement en constante évolution. Notre travail se fonde tout sur la corrélation qui apparaît entre deux thèmes : « l'intelligence économique et la compétitivité des entreprises ». Son but d'analyser le lien entre l'adaptation et l'intégration du dispositif d'intelligence économique qui s'appuie sur l'information au sein des entreprises, et la compétitivité, à l'égard de l'environnement incertain dû à ses changements technologiques, techniques, réglementaires, institutionnels et concurrentiels dans lequel elles opèrent.

Mots clés : l'intelligence économique ; la compétitivité ; la stratégie ; l'information ; la gestion ; la concurrence ;

Abstract

The strong globalization of exchanges intensifies the competition between companies, which are more and more subjected to transparency and sustainability requirements, and must take into account these stakes in their strategy and their practices. The adaptation and integration of business intelligence is a major challenge for companies and organizations that wish to be efficient and competitive in a constantly changing environment. Our work is based on the correlation that appears between two themes: "business intelligence and competitiveness of companies". Its purpose is to analyze the link between the adaptation and integration of the economic intelligence device that relies on information within companies, and competitiveness, with regard to the uncertain environment due to its technological, technical, regulatory, institutional and competitive changes in which they operate.

Keywords : economic intelligence ; the competitiveness ; strategy ; information ; management ; competition;

Introduction

L'évolution de la société vers une économie mondialisée essentiellement axée sur l'information et la connaissance où l'évolution des entreprises dépend dans une large mesure de divers aspects de leur environnement extérieur, provoque de profonds changements qui touchent la structure et la fonctionnalité du système des organisations et de leur environnement extérieur.

Il est désormais essentiel de développer professionnellement l'information, devenue une composante clé de la compétitivité des entreprises, elle joue le rôle d'un élément capital de la société qui permet aux entreprises de mieux comprendre l'environnement totalement internationalisé dans lequel elles opèrent, de détecter les opportunités et les menaces, d'adapter leur stratégie en conséquence et de prendre des décisions éclairées.

Cependant, l'augmentation significative du volume des informations environnementales pose un certain nombre d'obstacles aux entreprises qui souhaitent obtenir des informations utiles et fiables.

Donc la gestion de l'information est une question cruciale pour les entreprises et les organisations. Elle nécessite la mise en place d'un processus de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion de l'information, ainsi que la mise en place de systèmes de sécurité de l'information pour protéger les données sensibles. Elle est donc devenue une fonction stratégique au sein des entreprises et organisations modernes.

Chercher en permanence à développer le plan stratégique de l'entreprise, améliorer le processus de décision, identifier le plan d'action et de gestion de l'entreprise, ne peuvent être réalisés qu'avec un style de gouvernance axé sur la maîtrise de l'information stratégique et son exploitation qui aider les dirigeants de l'entreprise à construire leur propre démarche et leur propre plan d'actions, ce qui contribue un facteur au développement de l'entreprise.

Sous ces contraintes, le dispositif de l'intelligence économique comprend les principes et les méthodes de gestion des connaissances et de sécurisation de l'information stratégique. Il constitue un instrument précieux qui fournit une vision aussi exhaustive et précise que possible de l'environnement économique dans lequel évolue l'entreprise pour pouvoir anticiper, s'adapter aux changements et de maintenir sa compétitivité à long terme. Aussi il désigne un ensemble de mesures de sécurités adéquates pour protéger l'entreprise contre les risques et les menaces auxquels elle est exposée.

Devant la complexité de ce climat, le concept de l'intelligence économique reste peu clair ou flou, nous incite à poser une série de questions pour explorer les ambiguïtés de l'environnement de l'entreprise : Dans quelle mesure l'intelligence économique est-elle un outil stratégique pour

la compétitivité des entreprises ? L'entreprise dispose-t-elle d'une structure d'intelligence économique ? Qu'est-ce qui amènerait la pratique de l'intelligence économique à la compétitivité des entreprises nationales ?

Pour répondre à ces questions, notre article tentera d'illustrer l'apport de cette pratique à la compétitivité à travers une enquête usant l'analyse et l'exploitation des résultats d'une enquête réalisée auprès d'un échantillon de 30 entreprises marocaines.

Notre travail de recherche s'articule autour de trois parties. La première partie intitulée : « l'intelligence économique au Maroc » présente le développement de la pratique d'intelligence économique au Maroc. La deuxième partie est consacré à l'évolution de la compétitivité de l'économie marocaine. Et la dernière partie consacrée à la partie d'analyse de notre recherche.

1. L'intelligence économique au Maroc

1.1. La genèse de IE

Des archéologues ont mis au jour des traces d'intelligence économique au Maroc datant des années 1990. À l'époque, cette activité était réservée à quelques entreprises d'élite qui utilisaient des structures grandioses et voulaient protéger leurs investissements face à la concurrence internationale.

1.2. Le lancement officiel de l'IE

L'intégration officielle du dispositif d'intelligence économique au Maroc dans sa politique de développement, a commencé en 2004, à travers les rencontres internationales de Tétouan.

Par la promulgation des politiques publics nationales et territoriales sur l'intelligence économique et l'institutionnalisation de cette pratique dans le pays. Ensuite, la création d'une structure d'analyse et de réflexion stratégique et d'un centre d'étude et de recherche en l'intelligence économique.

De nombreux programmes, événements, colloques et assemblées au niveau national et international ont été organisés au fil des ans pour promouvoir la pratique de l'intelligence économique, tel que le lancement du programme FINCOME¹ en 2007, qui vise à impliquer les Marocains résidant à l'étranger (MRE) dans les activités de la recherche et développement du le pays. Ainsi, de multiples programmes ont été développés par l'Agence nationale pour la promotion des petites moyennes entreprises (ANPME). Aussi plusieurs entreprises marocaines ont commencé d'intégrer l'intelligence économique de plus en plus dans leur stratégie, comme la Banque Centrale

¹ Le Forum International des Compétences Marocaines à l'Etranger.

Populaire (BCP), l'Office Chérifien des Phosphates (OCP), Maroc Telecom, la Banque marocaine du commerce extérieur (BMCE), etc.

Dans le cadre de cette tendance, le gouvernement marocain, les chercheurs ainsi que les spécialistes du domaine n'ont pas cessé de diffuser cette culture d'adoption depuis son apparition au Maroc. La volonté d'adopter le dispositif d'intelligence économique a entraîné la création des organisations et des institutions chargées de produire et de diffuser des informations scientifiques, techniques et commerciales, notamment :

- ❖ Centre National pour la Recherche Scientifique et Technique (CNRST) : un organisme de recherche publique, à caractère scientifique et technologique dont la mission est de stimuler et de coordonner la recherche scientifique et technique au Maroc, de promouvoir le transfert de technologie et de développer des activités de recherche collaborative avec d'autres centres de recherche nationaux et internationaux.
- ❖ L'Institut Marocain de l'Information Scientifique et Technique (IMIST) : un centre d'information spécialisé dans la science, la technologie et l'innovation, qui vise à renforcer les capacités de recherche et de développement des acteurs économiques et scientifiques marocains. Il fournit des services d'information, de documentation, de formation et de conseil en science, technologie et innovation, en collaboration avec les acteurs nationaux et internationaux de la recherche et de la technologie.
- ❖ Centre Marocain De Promotion Des Exportations (CMPE) : Sa mission est de promouvoir les exportations marocaines à l'étranger et d'accompagner les entreprises marocaines dans leur stratégie d'exportation, il offre aussi une gamme de services pour aider les entreprises à se développer sur les marchés étrangers : études de marché, participation à des salons professionnels, mise en place de délégations commerciales, etc.

2. La compétitivité dans le contexte de l'économie Marocaine

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) définit la compétitivité économique comme la latitude dont dispose un pays évoluant dans des conditions de marché libre et équitable pour produire des biens et services qui satisfont aux normes internationales du marché tout en maintenant et en augmentant simultanément les revenus réels de ses habitants dans le long terme. Aussi, la capacité d'entreprises, d'industries, de régions, de

nations ou d'ensembles supranationaux de générer de façon durable un revenu et un niveau d'emploi relativement élevés, tout en étant et restant exposés à la concurrence internationale. La compétitivité économique désigne la capacité d'un pays, d'une entreprise ou d'une organisation à produire des biens et des services qui répondent aux besoins du marché et à les vendre à des prix compétitifs tout en garantissant la rentabilité. Elle est conditionnée par la capacité à innover, à améliorer la productivité et à s'adapter aux changements de l'environnement économique et concurrentiel.

Elle se mesure à différents niveaux :

- ❖ Au niveau macroéconomique : elle se mesure par l'indice de compétitivité mondiale, qui évalue la compétitivité mondiale en fonction de différents critères, notamment la performance des institutions, les infrastructures, l'éducation, la santé, l'innovation, la sophistication et la taille du marché.
- ❖ Au niveau microéconomie : Il s'agit de la compétitivité de l'entreprise, mesurée par rapport à ses concurrents selon divers indicateurs tels que la part de marché, le taux de croissance des ventes, la capacité d'innovation, la qualité des produits, la satisfaction des clients, etc.

Plusieurs institutions se sont spécialisées dans la mesure de la compétitivité des économies des pays du monde entier, elles publient chaque année leur classement des économies les plus compétitives. Voici quelques-unes qui se spécialisent dans la compétitivité mondiale :

- ❖ Le Forum économique mondial (WEF) : publie annuellement un rapport sur la compétitivité mondiale qui évalue les performances économiques et les politiques de compétitivité.
- ❖ L'institut de management et de développement (IMD) World Competitiveness Center : depuis 1989 il publie annuellement ses classements de la compétitivité des pays, de la compétitivité numérique et des talents. Il compare la performance de 64 économies sur la base de plus de 330 critères mesurant différentes facettes de la compétitivité.
- ❖ La Heritage Foundation, un think-tank conservateur, en partenariat avec le Wall Street Journal : publie l'indice de la liberté économique (ILE) annuellement qui mesure le degré de la liberté économique dans les pays du monde, basé sur une méthode qui évalue les politiques économiques de chaque pays.
- ❖ La banque mondiale : publie depuis 2003 Doing Business, un indicateur annuel qui mesure la facilité de faire des affaires dans différents pays du monde, et évalue les réglementations qui affectent les entreprises.

2.1. Dans le monde arabe

D'après la cinquième édition de son rapport sur la compétitivité des économies arabes, le Fonds monétaire arabe (FMA) a souligné que la compétitivité économique s'est améliorée dans quatre pays arabe durant la période 2017-2020. Il a noté que le classement du Maroc s'est amélioré dans ce rapport, comparativement à l'édition précédente. Il a occupé la 4^{ème} place dans le classement de la compétitivité économique au cours de la même période. La première place pour l'indicateur de compétitivité des économies arabes a été conservée par les Emirats Arabes Unis, après avoir été positionnés en première position de l'ensemble du groupe pour l'indicateur de l'investissement. L'Arabie Saoudite occupe la deuxième place, suivie par le Qatar, le Maroc, le Koweït et Oman.

Elle met en évidence les mesures et les politiques mises en œuvre par ces pays pour améliorer leur productivité et leur compétitivité. La mesure de cette compétitivité repose sur deux indicateurs principaux qui concernent la macroéconomie, l'environnement et l'attractivité des investissements.

2.2. Au niveau international

2.2.1. Selon Le Forum économique mondial (WEF)

Le Forum économique mondial (WEF) a publié l'édition 2019 de son étude annuelle sur la compétitivité de 141 pays dans le monde : le *Global competitiveness report*. Ce rapport a pour objectif d'évaluer le potentiel des économies mondiales à atteindre une croissance soutenue à moyen et long terme.

L'étude mesure le degré de la compétitivité de 141 pays à travers le monde sur la base de l'indice de compétitivité mondiale (depuis le classement 2018) qui réunit les aspects macroéconomiques et microéconomique de la compétitivité en un seul indice par le biais de 98 indicateurs répartis en 12 en trois piliers fondamentaux de la croissance et de la compétitivité: les exigences fondamentales en matière de compétitivité (à travers les sous catégories institutions, infrastructure, environnement macroéconomique, santé & enseignement primaire), les améliorateurs d'efficacité (à travers les sous-catégories enseignement supérieur et formation professionnelle, efficacité du marché des produits, efficacité du marché du travail, développement des marchés financiers, maturité technologique, taille du marché) et les déterminants d'innovation et de sophistication (à travers les sous-catégories degré de sophistication des affaires et innovation).

Dans cette édition, la Maroc a enregistré une légère progression de son score de 1,5. Il pointe à la 75^{ème} position sur 141 pays (75^{ème} rang dans le classement mondial, la même position que l'an dernier).

En ce qui concerne plus particulièrement le classement du Maroc dans les trois piliers fondamentaux, le rapport indique que :

Le pays occupe le 45^{ème} rang pour les institutions, le 53^{ème} rang pour les infrastructures, le 43^{ème} rang pour l'environnement économique, le 91^{ème} rang pour la santé, le 97^{ème} rang pour les nouvelles technologies, le 60^{ème} rang pour le commerce et les services et le 62^{ème} rang pour l'incidence de la corruption.

Et sur les options marocaines en matière d'ouverture commerciale, le Maroc est 100^{ème} et 20^{ème} sur les critères de la prévalence des barrières non tarifaires.

Le Maroc a fait mieux que d'autres pays voisins. Le pays a enregistré ses meilleurs classements sur les critères de Stabilité macroéconomique, contrôle de l'inflation, sécurité, système financier, infrastructures.... Cependant, la situation n'est pas améliorée dans les clusters 2019 du WEF, qui présente les mêmes lacunes que les années précédentes : éducation, compétences, innovation, santé, capital humain

2.2.2. Selon Doing Business

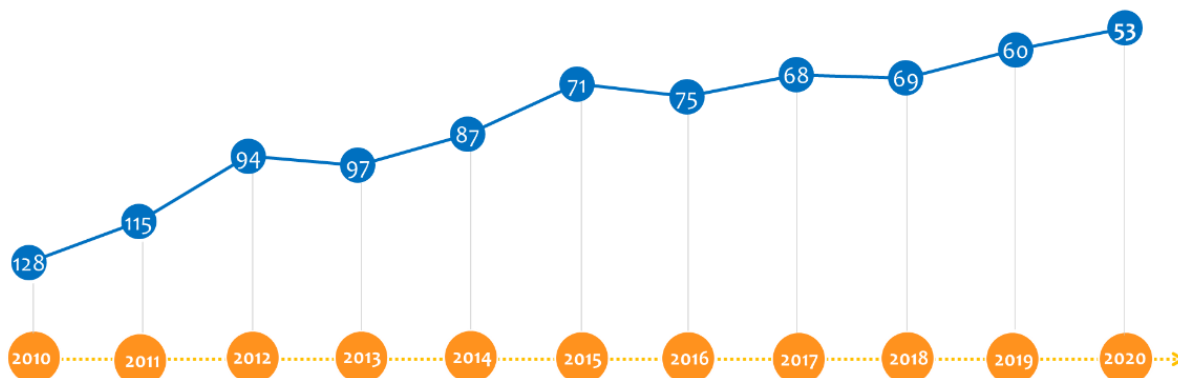
Selon le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale, le Maroc a enregistré une progression de 7 places, il a été classé le 53^{ème} sur 190 économies évaluées avec un score de 73,4 sur 100, une amélioration par rapport à son classement de 2019 de 60^{ème}.

L'indice montre une amélioration par rapport à l'année précédente. Cette amélioration peut être expliquée par les efforts déployés par le gouvernement pour améliorer le climat des affaires et encourager l'investissement.

En matière de catégories spécifiques, le Royaume s'est classé le 12^{ème} en ce qui concerne la création d'entreprise suite à des réformes visant à faciliter le processus de création d'entreprise et à réduire les coûts associés, 24^{ème} pour l'octroi de permis de construire grâce aux améliorations apportées au processus d'octroi des permis., 73^{ème} pour l'enregistrement de la propriété, 107^{ème} pour le paiement des impôts, 34^{ème} pour le commerce transfrontalier, et 157^{ème} pour la résolution de l'insolvabilité.

En 10 ans, le Maroc a gagné 75 places, passant du rang 128 au rang 53, et cela grâce à plus de 30 réformes entreprises ayant pour but d'améliorer le cadre juridique et législatif des affaires, de simplifier et de numéroté un certain nombre de procédures administratives liées au cycle de vie des l'entreprises, et de créer des plates-formes électroniques et des annuaires unifiés.

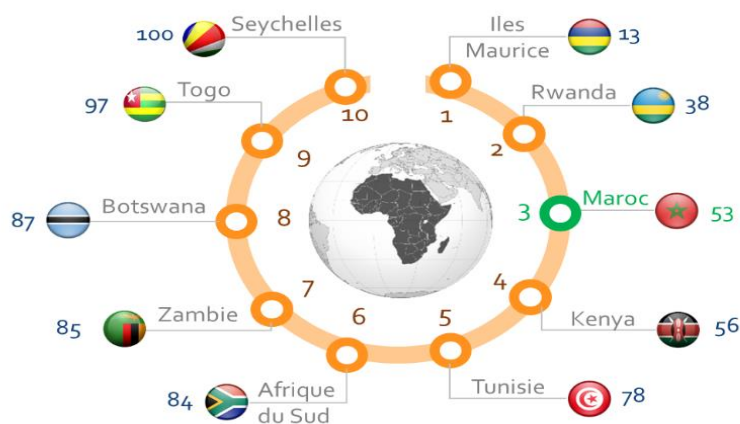
Figure N°1 : En 10ans : 31 reformes et 75 places gagnées



Source : CNEA

Cela marque un progrès significatif vers l'objectif du Maroc d'atteindre le top 50 d'ici 2021. Le Maroc conserve ainsi son leadership en Afrique du Nord devant la Tunisie qui occupe le 78ème rang, l'Egypte le 114ème et l'Algérie le 157ème. Au niveau du continent africain, le Maroc maintient sa 3ème position derrière l'Ile Maurice 13ème et le Rwanda 38ème, et devance le Kenya 56ème et l'Afrique du Sud 84ème.

Figure N°2 : Top 10 Afrique – Doing Business 2020



Source : CNEA

3. Présentation de l'enquête :

Comme nous avons pu le constater dans la partie précédente, la mise en œuvre des mesures et d'une politique de développement nationale visant à améliorer la production et la compétitivité du pays, est remarquable dans la croissance soutenue des dernières années au Maroc, aussi dans les grands investissements lancés à l'échelle nationale.

La présence d'un système d'intelligence économique réussi permet sans doute de fournir de meilleurs indicateurs, ce qui permet de conclure que ce dispositif est bien adapté pour répondre aux différents besoins en matière de développement et de compétitivité.

Dans cette optique, nous nous intéresserons dans cette partie, à travers une enquête s'adressant aux entrepreneurs des grands, moyennes et petites entreprises, visant à évaluer l'impact de ce dispositif sur la compétitivité des entreprises du territoire national.

3.1. L'objectif

L'objectif de cette enquête est de répondre aux différentes questions liées à notre problématique, telles que :

- ❖ Les entreprises disposent-elles d'un système ou cellule d'intelligence économique ?
- ❖ Ce dispositif apporte-il un avantage compétitif aux entreprises ?
- ❖ Travers quel processus l'entreprise maîtrise ces informations ?
- ❖ Y-a-t-il un lien entre l'intelligence économique et la compétitivité des entreprises ?

3.2. L'enquête

Cette enquête a été réalisée dans plusieurs villes du Royaume afin de garantir une description minutieuse et objective des pratiques du dispositif d'intelligence économique au niveau de différents types d'entreprises de différents secteurs. Elle est fondée sur l'administration d'un questionnaire assez détaillé. Dans ce cadre, l'enquête a été entreprise entre décembre 2022 et mars 2023. Une soixantaine d'entreprises ont été interrogées, dont 30 ont répondu au questionnaire.

L'analyse des résultats de l'enquête par questionnaire mené auprès des entreprises marocaines, sur la pratique de l'intelligence économique et son impact sur la compétitivité des entreprises, nous a permis de mieux comprendre la manière dont les entreprises marocaines utilisent et perçoivent l'intelligence économique dans leur processus de prise de décision, à travers la gestion de l'information qui consiste à collecter, analyser et à utiliser des informations stratégiques dans le but d'améliorer la compétitivité des entreprises et protéger leurs intérêts.

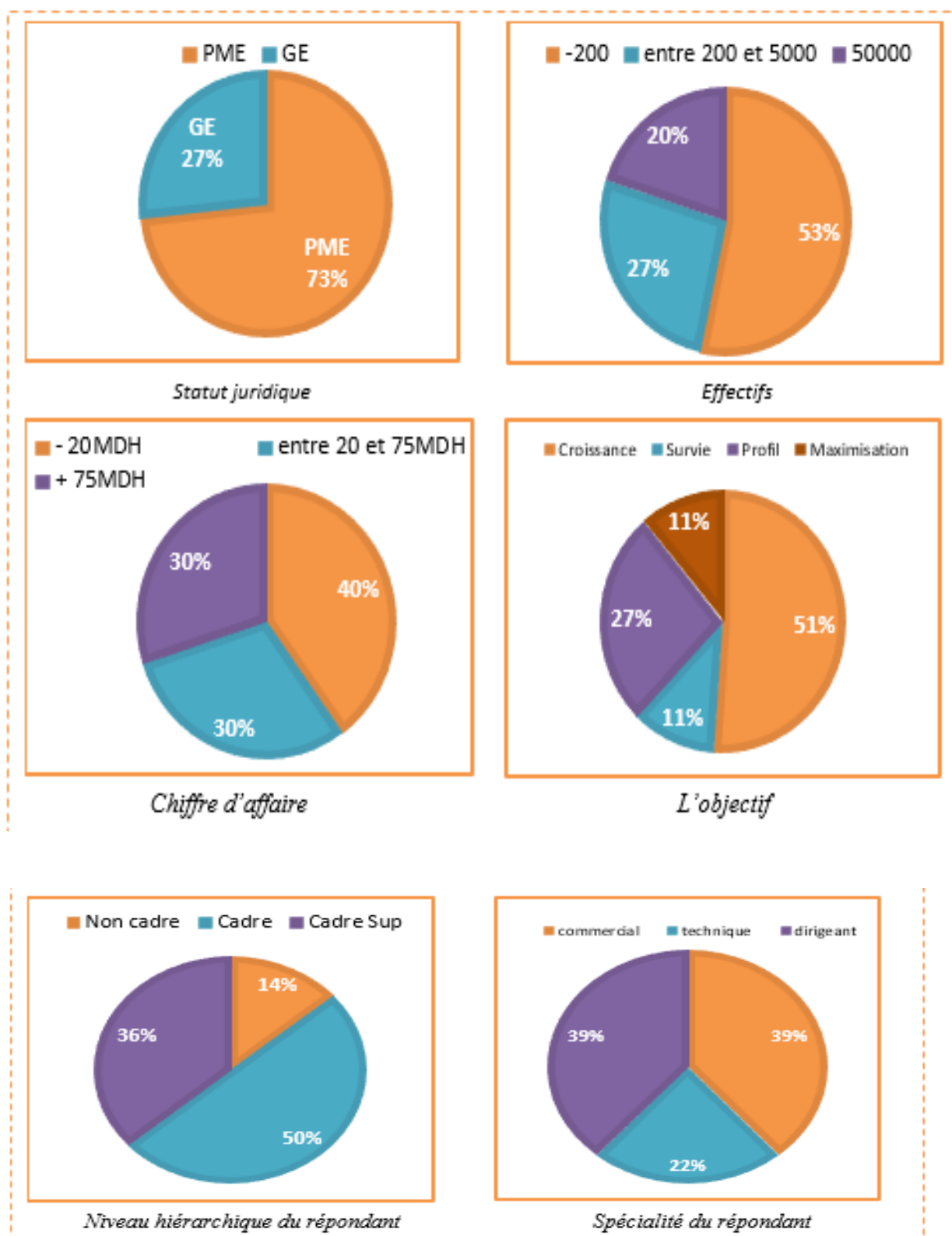
La majorité des entreprises visitées ne disposent pas d'une unité d'intelligence économique bien structurée. En revanche, notre enquête a montré que les entreprises marocaines sont

conscientes de l'apport de l'intelligence économique dans la prise de décision. Mais elles ne pratiquent pas d'une manière correcte.

3.3. L'analyse des résultats

Pour débiter notre analyse de l'intelligence économique au sein des entreprises marocaines, nous avons commencé notre travail par la description des entreprises interviewées, suivie d'une analyse de l'information au sein de l'entreprise et finalement L'intelligence économique et la compétitivité des entreprises

❖ **Figure N°1 : Présentation des entreprises**

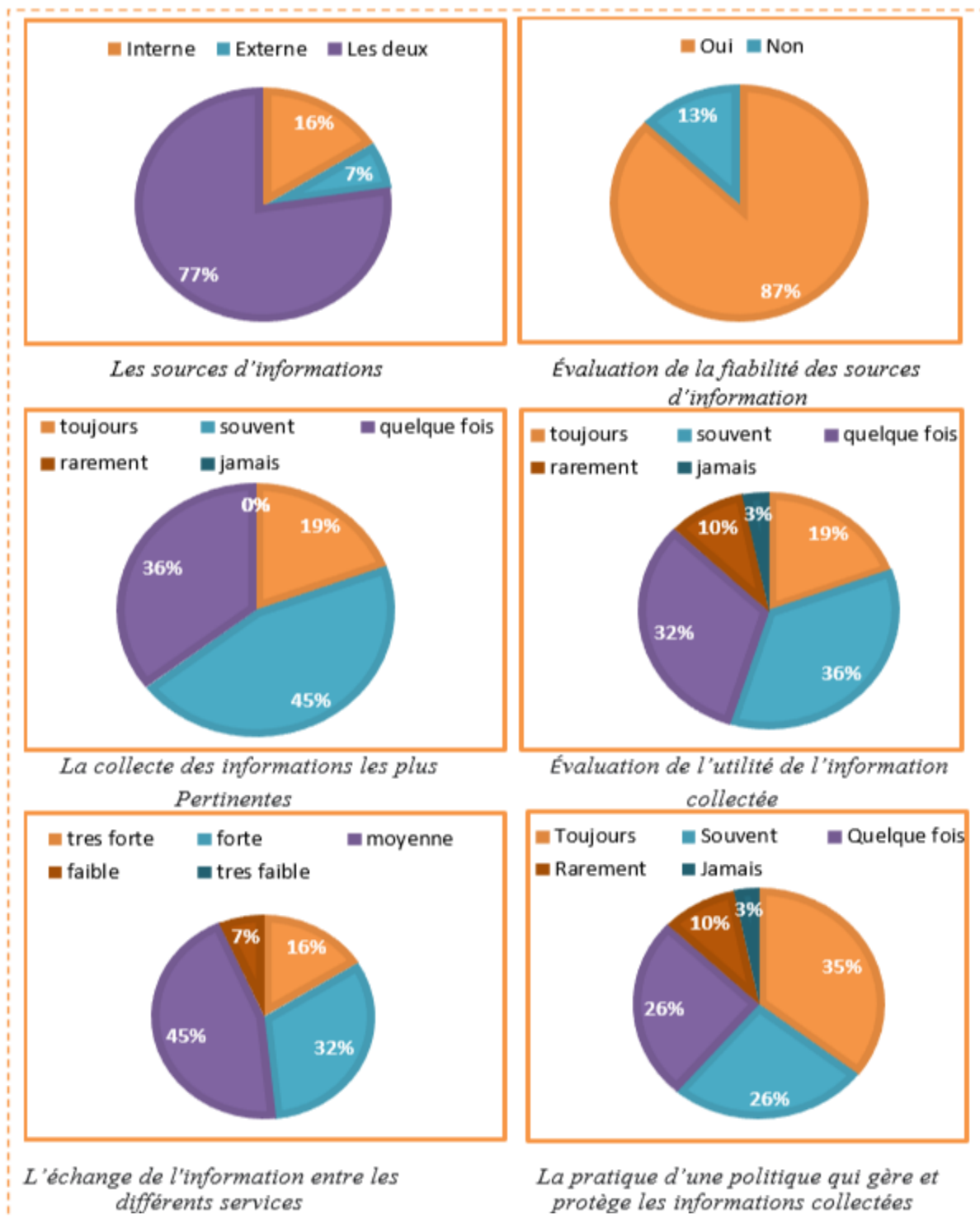


Source : auteurs

D'après les graphes ci-dessous, on a déduit que l'analyse du statut juridique des entreprises qui ont fait l'objet de notre enquête, nous permet de constater que l'échantillon étudié est dominé par les PME. En effet, la majeure partie des entreprises enquêtées sont des PME, le personnel de ces dites entreprises n'excède pas le nombre de 200. Aussi le chiffre d'affaires de la majorité de l'échantillon soit 30 entreprises ne dépasse pas les 20 MDH. Alors que 30% des entreprises arrive à franchir le cap de 75MDH.

L'objectif principale de la majorité des entreprises (51%) est la croissance, et en deuxième position nous trouvons le profil. Et enfin la Survie et la maximisation avec un pourcentage de 11% de cette composition.

L'analyse de ces constatations montre que la plupart des répondant sont des cadres (50%), en deuxième position nous trouvons les cadres supérieurs et enfin les cadre inférieur. Ces services sont gérés par plusieurs spécialités, 39% la direction, 39% commercial, ainsi que 22% technique.

❖ **Figure N°2 : L'analyse de l'information au sein de l'entreprise**

Source : auteurs

Ce volet d'analyse tente de mettre en exergue le circuit de gestion de l'information depuis sa collecte jusqu'à son exploitation.

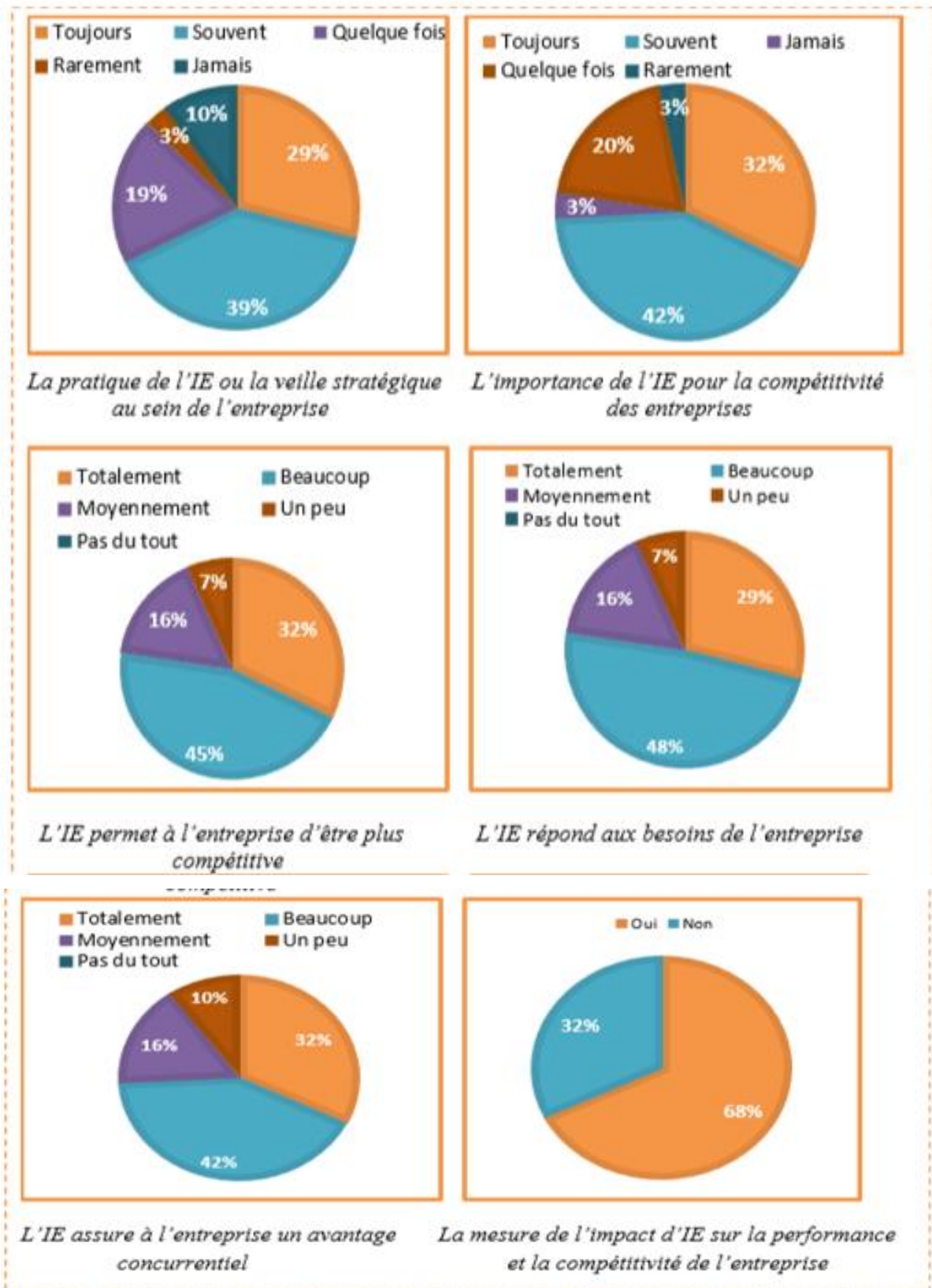
Paradoxalement, la majorité des entreprises sont convaincues de l'importance de la culture de la collecte de l'information. 77% des entreprises enquêtées affirment qu'elles tirent leurs informations de sources internes et externes., et 87% des entreprises évaluent les sources d'informations.

Bien que la synthèse des renseignements est toujours réalisée par plus de la moitié des entreprises, et les recoupements entre les différentes informations recueillies

Les informations collectées sont formalisées d'après plus de la moitié des entreprises, et la plupart des entreprises procèdent à la classification permanente de l'information.

La remontée des informations est approuvée par la majorité des entreprises. Et la pratique d'une politique de gestion et protection des informations collectées est approuvée par la plupart des entreprises enquêtées.

❖ Figure N°3 : L'intelligence économique et la compétitivité des entreprises



Source : auteurs

Le dernier volet de l'analyse a pour objectif d'évaluer l'efficacité de l'implantation de cette démarche au sein de l'entreprise en association avec l'amélioration de sa compétitivité.

Les entreprises reconnaissent l'importance de cette démarche, la majorité pratique l'intelligence économique. En plus, la majorité des entreprises interrogées s'accordent sur la contribution de l'intelligence économique au renforcement de la compétitivité (la plupart des entreprises affirment avec force que l'intelligence économique répond à leurs besoins). Et pour beaucoup d'entreprises reconnaissent la nécessité de l'intelligence économique pour acquérir un avantage concurrentiel.

Conclusion

Dans le cadre d'une économie mondialisée basée sur l'information et la connaissance, le rythme des entreprises est fortement influencé par divers aspects de leur environnement externe. Face à des influences aussi puissantes, les entreprises doivent être plus attentives aux changements et aux évolutions de l'environnement si elles veulent maintenir leur viabilité à long terme. Leur compétitivité repose sur leur compétence à développer de nouvelles connaissances pour innover en permanence.

Au terme de ce travail, qui est principalement consacré à une enquête menée auprès de plusieurs entreprises nationales et visant non seulement à observer la pratique de l'intelligence économique au sein des entreprises précitées mais aussi à mesurer les apports qu'aurait cette pratique pour développer leur compétitivité.

Nous constatons que la pratique de l'intelligence économique reste mineure. La présente analyse montre que les chefs d'entreprise sont conscients qu'ils évoluent dans un environnement très concurrentiel, que l'information est aujourd'hui un facteur décisif dans le développement de l'entreprise et la pratique de l'intelligence économique devient incontournable. Cependant, l'information reste peu structurée et les méthodes de traitement de la veille sont aléatoires peu formalisées.

Parallèlement, la pratique de ce dispositif répond aux attentes des entreprises en matière de maîtrise de l'information, ce qui leur permet d'améliorer considérablement leur compétitivité. A cet égard, la majorité des entreprises déclarent qu'elles évoluent dans un marché concurrentiel, et qu'elles considèrent que la demande d'information est un besoin permanent.

La découverte de nouvelles opportunités de puissance économique et culturelle soutiendra le développement du Maroc. Dans ce sens, depuis le début de l'année 2000, les responsables politiques, économiques et universitaires du Maroc ont progressivement commencé à utiliser l'intelligence économique comme une démarche de gestion de l'information stratégique utile

au développement des entreprises, des organisations étatiques, ainsi que des projets et de territoires. Cette démarche est considérée comme centrale dans la lutte économique et la gestion des rapports de force internationaux.

Le rôle essentiel de l'intelligence économique pour un pays en développe comme le Maroc, réside dans les méthodes qu'elle offre aux entreprises et aux développeurs pour maîtriser la technologie dans le cadre d'une stratégie de contraction technologique. Elle participe à la production du savoir national en tant qu'avantage stratégique et soutient la transformation d'inégalités.

Egalement, l'intelligence économique est un outil de performance économique, un facteur de consolidation du rayonnement du Maroc au sein du concert des nations modernes...la mise en place de dispositifs de surveillance, fournissant des informations fiables, permettant de scruter les concurrents, les opportunités d'affaires, les technologies et les nouveaux procédés ne cèdent aucunement à un effet de mode, mais correspond bien à un impératif de premier plan pour les acteurs exposés à la compétition mondiale.

BIBLIOGRAPHIE

Alaoui, A. (2009). Intelligence économique et guerres secrètes au Maroc, Editions Alphée, p.56.

Dufau, J. (2010). Rapport de la commission de la coopération et du développement, Dakar, p. 26.

Guerraoui, D. (2004). Communication « Intelligence économique et raccourcis technologiques : quels enseignements pour les économies émergentes ? ». Rencontres internationales de Tétouan.

Hatzichronoglou, T. (1996), "Globalisation and Competitiveness: Relevant Indicators", OECD Science, Technology and Industry Working Papers, 1996/05, OECD

Pietrzyk, P. Article « La compétitivité, un concept à utiliser avec précaution ». Compétitivité (bsi-economics.org)

Talbi El Alarni, R. (2004). Extrait de l'allocution de Rencontres internationales de Tétouan, 25-26-27 novembre 2004

Doing business 2020 : le Maroc se hisse au 53eme rang a l'échelle mondiale. www.cnea.ma

Intelligence compétitive – l'intelligence économique au Maghreb : de 1990 à 2012 ; www.veille.ma

Le rapport du fond monétaire international, (2015). p.135.

Le rapport du fond monétaire international, (2019).

Le rapport FEM, (2015).

WEF. The global competitiveness report 2019. www.weforum.org/gcr

<https://www.imd.org/>

<https://www.doingbusiness.org/fr/rankings>

www.oecd.org